

Pourquoi le Maire de Nice voulait-il cacher la nouvelle grande mosquée qu'il a autorisée ?

écrit par Christine Tasin | 15 juin 2018



Image emblématique de la France : l'Élu, Français d'origine, manie la pelle et la pioche pour et devant les enturbannés et les voilées qui se gobergent en habit de fête

La Mairie leur a déniché un terrain de 3000 mètres carrés, excusez du peu... Et un local pour faire leurs prières en attendant. Sont bien traités, les musulmans, à Nice :

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/nouveau-lieu-culte-musulman-va-etre-construit-nice-1494563.html>

Pas trop faraud quand même, le Maire, puisque ses séides ont failli renvoyer les journalistes qui n'auraient pas dû être au courant

Les équipes de France 3 Côte d'Azur étaient conviées par les imams pour assister à la cérémonie. Or, une fois sur place, la mairie a semblé surprise de notre venue et signifié à nos journalistes que la cérémonie n'était **“normalement pas ouverte à la presse”**.

La Ville semble donc vouloir **rester discrète** sur ce nouveau projet. Ce ne serait en effet pas la première fois qu'une mosquée créerait la polémique.

Estrosi ne peut pourtant pas dire qu'il ne sait pas ce qu'est l'islam, ce que sont les mosquées, à quoi elles servent, puisque il est engagé dans un bras de fer pour fermer l'Institut En-Nour :

Un an et demi après son installation à Nice en 2016, l'Institut En-Nour était menacé de fermeture. Propriété d'un Saoudien, le maire Christian Estrosi avait des doutes sur **les origines du financement** du lieu de culte.

Finalement, le procureur de la République de Nice a classé l'affaire sans suite, en mai dernier. La Ville **vient de faire appel** ce jeudi de la décision et affirme avoir de nouveaux éléments.

On lira avec intérêt les interrogations parues sur Nice Premium à ce sujet :

La discrétion sur cette cérémonie pose question : doit-elle remonter à la prédilection du Maire de Nice pour une ou des associations qui sont dans son giron alors que la rivale En Nour exerce son activité sans se soucier d'avoir des bonnes relations avec l'édile ?

Lequel ne cesse de vouloir torpiller l'existence de cette association qui profite du financements du Ministre du culte de l'Arabie Saoudite, dans le collimateur du Maire de Nice et de ses limiers qui ne cessent de trouver des raisons pour prouver l'irrégularité administrative et des soupçons d'activité de propagande séditionneuse, une accusation assez délicate et singulière si adressée à un officiel d'un pays avec lequel la France entretient des relations diplomatiques !

Malgré des nombreux coups d'épées dans l'eau, la municipalité niçoise a été déboutée par le tribunal administratif, le Conseil d'Etat dans ses recours, l'ancien Préfet Colrat a signé l'autorisation à l'exercice de l'activité culturelle, **l'enquêteur public n'a pas retenu le projet alternatif d'une crèche présenté par les services municipaux qui aurait permis l'expropriation pour des raisons d'utilité publique, le** Parquet a classé sans suite le soupçon de financement illicite, le Maire de Nice ne se déclare pas dompté.

Il vient d'annoncer – cette fois la discrétion n'était pas d'usage – un recours judiciaire à la Cour d'Appel et une instance au Ministre de l'intérieur en s'appuyant sur des nouveaux éléments administratifs.

Aura-t-il meilleure fortune que dans toutes les précédentes tentatives ?

Il serait intéressant savoir ce qui se cache derrière cette petite guerre entre associations cultuelles et la raison pour laquelle le Maire de Nice a pris si manifestement parti pour une des parties et contre l'autre.

Des raisons électorales – accuse le Rassemblement Républicain par la voix de ses dirigeants -, ou protection des affidés contre des "rebelles" ?

Ce qu'on sait c'est que la nébuleuse musulmane est difficile à comprendre de l'extérieur et encore moins claire à son intérieur : rivalités personnelles, trafic d'influences des sensibilités religieuses, problèmes par rapport à la diverse provenance des communautés d'immigrés, équilibres étatiques... la sphère est complexe et se prête à plusieurs lectures.

Si on ajoute le volet des financements – Etats ? mécénat ? autonomie ? – des divers groupes, on commence à comprendre que les équilibres ne sont pas faciles et les raisons pour s'opposer les uns aux autres bien nombreuses et bien au delà des simples activités cultuelles.

Pour devoir intellectuel, on doit relater le fait que, un an et demi après son installation, l'Institut En-Nour n' a jamais donné lieu à aucun problème d'ordre public pour son activité.

Réaction de Maire-Christine Arnautu (conseillère municipale et métropolitaine) et Philippe Vardon (conseiller régional) :

Les islamistes de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) sont partie prenante de l'association qui gèrera la mosquée provisoire route de Grenoble, puis la grande mosquée de la plaine du Var ! L'imam Aissaoui, grand patron de l'UOIF dans le département, était d'ailleurs présent ce matin aux côtés des représentants de la municipalité.

Le clientélisme électoral de la municipalité Estrosi l'entraîne une fois de plus dans des compromissions inacceptables et même irresponsables. Nous allons nous assurer que tous les Niçois aient connaissance de ces agissements, et nous opposerons fermement à ce que des locaux et des terrains de la Ville puissent ainsi bénéficier à cette association.

<http://www.nice-premium.com/actualite,42/les-surprenants-choix-du-maire-de-nice-au-s-ein-de-la-communaute-musulmane-haro-pour-les-wahabites,23718.html>

Comme on ne doute de rien, à Nice, on plante carrément "un olivier de la paix". A Nice... J'en connais qui doivent être morts de rire. Et d'autres qui doivent pleurer des larmes de sang.